

Entre fausse abondance ovine et prix prétendument abordables

Bienvenue dans la planète Bouari



P9 Le ministre de l'Agriculture Ahmed El Bouari.



Premier industriel d'Afrique

Le Maroc face au défi de la deuxième révolution

P11

Assises nationales de la mer

A TANGER, LE MARITIME REFAIT SURFACE



P8



Piratage de watiqa.ma

La passoire numérique de trop

P6

Moyen-Orient

Trump dans le piège perse



Donald Trump.

P15





Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

CROISSANCE SANS EMPLOIS !

Le gouvernement sortant s'est employé à vendre un bilan flatteur: celui d'un Maroc en mouvement, porté par les grands chantiers, les investissements publics massifs et la promesse de campagne RNI d'un million d'emplois. Ce storytelling, relayé à coups d'envolées sur « l'État social placé au cœur de l'action gouvernementales », la relance économique et l'attractivité du Royaume, vient de voler en éclats. Et cette fois, ce ne sont ni les partis d'opposition, ni le le HCP ou le Cese, ni les réseaux sociaux qui dressent l'inventaire accablant, mais la Banque mondiale que le gouvernement ne saurait accuser de lecture orientée ou de mauvaise foi.

Dans son rapport d'avril 2026, l'institution de Bretton Woods livre un constat implacable mille fois dressé : le Maroc ne crée pas suffisamment d'emplois pour absorber sa population active, et la situation s'est même aggravée ces dernières années. Le diagnostic est d'autant plus fort qu'il émane d'un organisme généralement mesuré dans ses formulations. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Entre 2000 et 2020, le déficit annuel de création d'emplois était déjà préoccupant, avec environ 215.000 actifs laissés sur le carreau chaque année. Mais entre 2020 et 2024, ce déficit bondit à 370.000 personnes par an. Autrement dit, sous le mandat du gouvernement sortant, la machine économique produit davantage de chômage qu'elle ne génère d'opportunités.

Résultat : le taux de chômage atteint désormais 13,1 %, un niveau inédit depuis un quart de siècle. Quant aux jeunes de 15 à 24 ans, près d'un sur deux est exclu du marché du travail. Une statistique qui devrait donner des insomnies à n'importe quel gouvernement tant elle porte en elle les germes de la marginalisation, du désespoir et d'une menace sur la cohésion sociale.

Au-delà des slogans et des promesses, le rapport de la Banque mondiale met en lumière une réalité difficile à nier : le Maroc ne souffre pas seulement d'un ralentissement conjoncturel, mais d'un problème structurel de création d'emplois. Cette crise de l'emploi, loin d'être un simple indicateur économique, constitue aujourd'hui l'un des principaux défis sociaux et politiques du pays.

Ce constat est d'autant plus préoccupant qu'il est en profond décalage avec les atouts considérables dont dispose le Maroc : position géographique privilégiée, stabilité politique reconnue, infrastructures modernes, accords de libre-échange multiples, potentiel industriel réel et une jeunesse créative et ambitieuse. Pourtant, ces atouts ne se traduisent pas suffisamment en emplois durables, qualifiés et accessibles. C'est là tout le paradoxe : un pays qui avance sur plusieurs fronts, mais qui peine encore à offrir à sa population active les perspectives économiques qu'elle est en droit d'attendre.

L'autre grand paradoxe aussi c'est que le Maroc continue de générer de la croissance : une progression du PIB, selon la BM, comprise entre 4 % et 4,7 % en 2026. Mais cette croissance est qualifiée de « croissance sans emplois ». Une formule cinglante, tant elle résume l'échec du modèle actuel: l'économie progresse sur le papier, tan-

dis que la société s'enfonce dans la précarité. Ce paradoxe révèle une vérité que le discours officiel tente souvent d'occulter : tous les points de croissance ne se valent pas. Lorsque la richesse créée reste concentrée, lorsque l'investissement public nourrit davantage les grands groupes que le tissu productif, lorsque l'économie souterraine domine et que les petites entreprises peinent à grandir, la croissance cesse d'être un moteur d'ascension sociale. Elle devient un indicateur abstrait, déconnecté de la vie réelle.

Le rapport souligne plusieurs failles structurelles. D'abord, un tissu économique composé à 94 % de très petites et moyennes entreprises aux capacités d'embauche limitées. Ensuite, un marché du travail incapable de suivre le rythme démographique : les nouveaux arrivants sont 2,5 fois plus nombreux que les emplois créés. À cela s'ajoute la très faible participation des femmes à l'activité économique – à peine 19 % – ainsi que la prépondérance de l'informel.

Mais ce que la Banque mondiale ne dit pas c'est que cette croissance stérile renvoie aussi quelque part aux défaillances des régions qui, malgré leur potentiel, n'attirent pas assez d'investissements créa-

teurs d'emplois. L'absence de stratégies territoriales cohérentes, la persistance des disparités spatiales et la faiblesse de l'accompagnement local font que des zones entières restent à l'écart de la dynamique économique, neutralisant l'effet espéré des grands projets nationaux. Prenez, par exemple, l'autoroute Casablanca-Béni Mellal. Cet investissement public colossal était censé constituer un véritable levier d'attractivité pour la région de Béni Mellal, en favorisant la création d'emplois et le développement économique. Pourtant, cette région, qui regorge d'atouts touristiques et agricoles non négligeables, peine encore à transformer son potentiel en dynamique durable de croissance et d'emploi.

Cette dissonance soulève des interrogations quant au caractère effectif de la coordination entre l'action publique menée à l'échelle centrale et le travail

des élus ainsi que des autorités régionales, censée opérationnaliser la déclinaison territoriale des politiques publiques. Toutes ces défaillances et insuffisances mettent finalement en lumière la nécessité de faire émerger de véritables régions dynamiques et entreprenantes, portées par un personnel politique de qualité, capable de mouiller la chemise pour impulser le développement et accompagner le décollage économique et social de son territoire.

En matière de régionalisation comme levier de développement, force est de reconnaître que le Maroc a accumulé un retard considérable, faute d'une véritable volonté politique de doter les régions de pleins pouvoirs et de les responsabiliser pleinement. À défaut d'une régionalisation aboutie plombée par l'incurie partisane, le pays s'est engagé dans des expériences successives qui révèlent, à chaque étape, leurs limites en matière de gouvernance, d'efficacité et d'impact sur le développement territorial. ▶

Au-delà des slogans et des promesses, le rapport de la Banque mondiale met en lumière une réalité difficile à nier : le Maroc ne souffre pas seulement d'un ralentissement conjoncturel, mais d'un problème structurel de création d'emplois.



Côté **BASSE-COUR**



Rencontre entre Mohammed VI et MBZ à Rabat

La convergence stratégique



Le Roi Mohammed VI avec Cheikh Mohammed Ben Zayed à Rabat.

La Majesté le Roi Mohammed VI a été reçu, mardi 2 juin à Rabat, par Son Altesse Cheikh Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane, président de l'État des Émirats arabes unis, à l'occasion d'une visite privée au Royaume, indique un communiqué du Cabinet Royal. La rencontre s'est déroulée à la résidence du Président émirati à Rabat, dans le cadre de ce séjour privé au Maroc, un pays auquel Cheikh Mohammed Ben Zayed est particulièrement attaché et qu'il considère comme sa seconde patrie. Selon le communiqué, les deux Chefs d'État ont procédé à un échange approfondi de vues sur plusieurs questions d'actualité et défis majeurs de la scène internationale. Les discussions ont notamment porté sur les évolutions en cours dans la région du Golfe ainsi qu'au Moyen-Orient, dans un

contexte marqué par de profondes mutations géopolitiques. Sans entrer dans le détail des dossiers examinés, le Cabinet Royal souligne que cette entrevue s'inscrit dans la continuité des relations fraternelles et privilégiées qui unissent le Royaume du Maroc et les Émirats arabes unis, ainsi que des liens personnels étroits entre les deux dirigeants et les familles régnantes des deux pays. Le communiqué met également en exergue la force du partenariat stratégique maroco-émirati, fondé sur une coopération multidimensionnelle, une confiance mutuelle constante et une solidarité agissante. Sous l'impulsion du Roi Mohammed VI et du président Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane, les relations entre Rabat et Abou Dhabi continuent de se renforcer dans de nombreux domaines, au service des intérêts communs des deux nations et de leurs peuples frères. ▶

Gestion sous mandat L'AMMC publie son guide de référence

À l'issue d'une vaste consultation publique menée auprès des professionnels du marché, l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC) a publié la version finale de son guide consacré à la gestion sous mandat (GSM). Ce document de référence vise à encadrer cette activité en proposant un ensemble de recommandations et de bonnes pratiques destinées aussi bien aux gestionnaires qu'aux investisseurs. S'inscrivant dans sa mission de protection de l'épargne investie en instruments financiers, l'AMMC met ainsi à la disposition des acteurs du marché un cadre opérationnel détaillé permettant aux gestionnaires sous mandat d'exercer leurs missions dans l'intérêt exclusif de leurs clients, conformément aux exigences déontologiques et aux standards reconnus de la gestion d'actifs.



Tarik Senhaji, président de l'AMMC.

Le guide s'adresse également aux investisseurs, auxquels il fournit des repères et recommandations pratiques pour mieux comprendre les mécanismes de la gestion sous mandat et entretenir une relation transparente avec les professionnels du secteur. En l'absence d'un dispositif réglementaire spécifiquement dédié à cette activité, ce guide constitue désormais la principale référence en matière de gestion sous mandat d'instruments financiers. Il rassemble les attentes de l'AMMC en termes de gouvernance, d'organisation et de bonnes pratiques, dont l'application rigoureuse est attendue des intervenants concernés. L'Autorité souligne que, comme toute activité relevant du marché des capitaux, la gestion sous mandat requiert un cadre de fonctionnement adapté afin de garantir sa crédibilité, de favoriser son développement dans des conditions saines et de préserver l'intégrité ainsi que la stabilité du système financier. L'élaboration de ce document a bénéficié des contributions et observations des acteurs du marché, recueillies dans le cadre d'une consultation publique élargie, permettant d'aboutir à un texte en phase avec les réalités opérationnelles du secteur. L'AMMC invite enfin les sociétés de gestion sous mandat et les investisseurs à s'approprier pleinement ces recommandations et à veiller à leur mise en œuvre, afin de faire de cette activité émergente un levier efficace de mobilisation de l'épargne et de financement de l'économie nationale. ▶

Retraites

La CIMR confirme sa solidité financière et la pérennité de son régime



Hassan Boulaknadal, président de la CIMR.

La Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite (CIMR) poursuit sa trajectoire de croissance. Réunis en Assemblée générale ordinaire et extraordinaire sous la présidence de Hassan Boulaknadal, les adhérents de l'institution ont approuvé les résultats de l'exercice 2025 ainsi que les conclusions du bilan actuariel qui confirment la pérennité du régime. Les principaux indicateurs financiers sont orientés à la hausse. Les provisions techniques ont progressé de 10 % pour atteindre 102,5 milliards de dirhams, contre 93 milliards un an auparavant. L'excédent d'exploitation a, quant à lui, augmenté de 11 %, s'établissant à 9,5 milliards de dirhams. La CIMR a également renforcé sa base d'adhérents avec l'arrivée de 13 655 nouveaux membres en 2025. Le nombre total d'affiliés a atteint 822 806 personnes, en hausse de 5,1 %, tandis que les actifs cotisants ont progressé de 6 % pour dépasser 474 000 personnes. Sur le plan financier, les revenus générés par le patrimoine de la caisse ont augmenté de 9 %, atteignant 4,48 milliards de dirhams. Le portefeuille d'actifs de la CIMR est désormais valorisé à 125,6 milliards de dirhams en valeur de marché. Le bilan actuariel confirme par ailleurs que le régime respecte l'ensemble des critères de pérennité prévus par sa charte de pilotage, ainsi que les exigences réglementaires fixées par la loi et par l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (ACAPS). Les résultats ont été certifiés par le cabinet indépendant Forvis Mazars. Au-delà des performances financières, la CIMR poursuit sa modernisation à travers plusieurs chantiers stratégiques. L'institution investit notamment dans la gouvernance des données, l'intelligence artificielle, la transformation de son système d'information et le développement de ses plateformes digitales. Elle renforce également sa démarche de responsabilité sociétale afin d'accompagner durablement son développement. Avec des réserves dépassant les 102 milliards de dirhams et un portefeuille de près de 126 milliards de dirhams, la CIMR confirme ainsi la solidité de son modèle et sa capacité à honorer ses engagements envers les générations actuelles et futures de retraités. ▶



Côté **BASSE-COUR**



Beurgeois **GENTLEMAN**

DES MILLIARDAIRES SYMPAS ÇA EXISTE...

Le père de Warren Buffet, demande à son fils de poursuivre des études universitaires, ce qui ne plaît pas trop à l'adolescent qu'il était. Warren déteste l'école : il considère qu'il a plus de connaissances que ses professeurs. Il est transféré à l'Université du Nebraska. Agé de 20 ans, il demande son admission à la Harvard Business School : c'est l'échec. Il postule alors pour la Columbia Business School. Il est le seul à obtenir la note maximale (A+). De retour à Omaha, Warren crée sa première société : Buffett Associates, Ltd. Sept membres de sa famille ainsi que des amis investissent 1 million de MAD (dirhams marocains) ; Warren, quant à lui, n'y place que 1 000 MAD ! Il avait déclaré à un ami de la famille, à l'âge de 13 ans, qu'il sera millionnaire à 30 ans, sinon « il se suiciderait en sautant du plus haut immeuble d'Omaha ». En janvier 1962, âgé de 32 ans, il possède 10 millions de MAD. L'ensemble des fonds sous sa direction sont alors regroupés en un seul fond : Buffett Partnership Limited. Le siège social est établi à Omaha, place Kiewit, dans un petit bâtiment de bureaux, modeste mais fonctionnel ; de nos jours, ce siège n'a pas changé ! Au cours de cette même année, Warren passe quelques semaines à New York avec sa femme, Susie. Il s'agit surtout de lever des fonds auprès de vieilles connaissances. À son retour, son partenariat compte quelques associés de plus et des centaines de milliers de dollars supplémentaires. C'est que l'investissement minimal, ou « ticket d'entrée », est porté de 250 000 MAD à 1 million



La famille de Warren et de Susan Buffett chez eux à Omaha dans le Nebraska, en 1956.

MAD. Lorsque, en raison d'une fraude fiscale, les actions d'American Express chutent à 350 MAD ; Il se précipite d'acheter les titres bradés. Puis, il commence à acheter des titres de la compagnie Walt Disney : 40 millions MAD, soit 5 % de la société, sont investis. Des titres American Express acquis l'année précédente sont revendus au double de leur prix d'achat. Sur l'insistance de son épouse, Warren Buffett, pourtant réputé « économe », achète une résidence secondaire d'été à Laguna Beach pour 1.5 milliards de MAD. Il la revendra plus tard 7.47 milliards de MAD. Lorsque les marchés boursiers sont baissiers, Warren Buffett, acheteur, devient euphorique ! La fortune personnelle de Warren Buffett est divisée par deux par la crise financière. Son épouse Susan abandonne la vie conjugale sans pour autant divorcer officiellement ; Warren est « abasourdi ». Avant de le quitter, elle lui présente une femme qui deviendra sa nouvelle compagne. Il se contente d'un « maigre » salaire de 500 000 MAD par an. Après le krach boursier d'octobre 1987, Warren Buffett perd personnellement 3.42 milliards MAD. En l'an 2000, à l'âge de 70 ans, la bulle des valeurs technologiques et internet éclate !

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Adultère à Foundever Surpris en train de tromper son employeur avec... un syndicat !

Nouveau rebondissement dans le feuilleton surréaliste qui agite Foundever Maroc, sur son site casablancais, depuis des semaines. Le salarié dans le collimateur de la direction, dont le Canard a déjà raconté la genèse de ses tribulations, a reçu une deuxième convocation de la DRH pour une « réunion d'écoute » fixée au 29 mai. Soit en pleine fête du sacrifice. On ne se moque pas du timing. Cette fois, la musique change dans l'acte d'accusation. Dans la première convocation, datée du 19 mai, on lui reprochait d'avoir porté une « atteinte grave à l'image et à la réputation de l'entreprise » en brandissant une pancarte syndicale lors de la fête du 1er mai – geste somme toute banal, relevant de la liberté syndicale, mais que l'employeur, dans sa grande mansuétude, a requalifié en forfaiture absolue. Dans la seconde, envoyée par huissier de justice, ce représentant du personnel fraîchement élu se voit désormais accusé d'« agissements susceptibles de constituer un manquement aux obligations professionnelles de confidentialité et de loyauté, ainsi qu'aux règles d'utilisation des moyens de communication ».

Savourons l'accusation et son charme fascinant : défaut de loyauté ! Ainsi, le salarié visé devient soudain l'équivalent d'un conjoint infidèle, surpris en pleine



Le salarié accusé de déloyauté!

liaison coupable avec... le syndicalisme. On n'est plus dans le contrat de travail, mais dans un serment féodal. On attend presque de voir débarquer la DRH en robe noire, flanquée d'un curé et de deux témoins, pour demander : « Promettez-vous fidélité à votre employeur pour le meilleur et pour le pire, jusqu'à ce que le licenciement vous sépare ? » Quant à la « confidentialité », le mystère demeure entier. Peut-être que la banderole incriminée contenait des informations classées secret défense. Peut-être révélait-elle l'existence d'un bunker caché sous l'open space, ou la recette secrète du café lyophilisé de la salle de pause. À moins qu'elle n'ait dévoilé le véritable secret industriel du centre d'appels : l'art sophistiqué d'exploiter des salariés sous pression permanente, pour des salaires de misère, avec en prime un abonnement gratuit au burn-out. Car dans bien des centres d'appels, la seule donnée vraiment sensible n'est ni un fichier client ni une stratégie commerciale : c'est le fragile équilibre qui permet de faire tourner la pompe à fric avec des téléopérateurs épuisés, chronométrés jusqu'à leurs pauses pipi, et sommés de sourire au téléphone pendant que leur santé mentale vacille. ▀

**LEAVE MEMORIES.
NOT WASTE.**



BAHRI

Together for Cleaner Beaches



Le Maigret du CANARD



Piratage de watiqa.ma

La passoire numérique de trop

Après la CNSS et le ministère de la Justice, la FRMF et l'OFPPT, la plateforme d'état civil Watiqa.ma rejoint la liste grandissante des services publics victimes de fuites massives de données. De quoi s'interroger sur la solidité réelle des remparts numériques censés protéger les informations personnelles de millions de Marocains.



AHMED ZOUBAÏR

A ce rythme, il faudra bientôt considérer les fuites de données non plus comme des incidents exceptionnels, mais comme une fonctionnalité intégrée de la transformation digitale marocaine.

Le portail gouvernemental Watiqa.ma, censé simplifier la vie des citoyens en permettant la demande à distance d'extraits d'actes de naissance, se retrouve aujourd'hui au cœur d'une fuite massive de données. Selon des sources concordantes, ce sont plus de 695 000 enregistrements qui auraient été joyeusement déversés le 18 mai sur Telegram, via un canal baptisé « Jabaroot ». Ce qui soulève une

question devenue si routinière qu'on pourrait l'imprimer sur les formulaires administratifs : au Maroc, les données personnelles des citoyens sont-elles encore protégées par autre chose que de beaux discours, des colloques climatisés sur la cybersécurité et des présentations PowerPoint ? Cela commence à spectaculairement bien faire. Depuis plusieurs années, les responsables multiplient les annonces triomphalistes sur la digitalisation de l'administration, les "smart services", la modernisation des procédures et la souveraineté numérique. Mais à chaque nouvelle fuite, c'est le même scénario qui se répète : des millions de données exposées, des citoyens désespérés et une absence sidérante de communication officielle

pour expliquer les tenants et aboutissants de ces affaires de piratage à grande échelle et surtout pour les rassurer. Dans le cas de Watiqa.ma, la gravité de la situation dépasse largement le simple incident technique. Le fichier diffusé, intitulé « watiqa_latest.csv », contiendrait près de 695.401 lignes de données réparties sur dix colonnes. Et pas n'importe quelles données. Il s'agit d'informations civiles et administratives parmi les plus sensibles : identités complètes, noms des parents, dates de naissance, adresses, numéros de téléphone, e-mails, références d'actes de naissance, bureaux d'état civil concernés, sans oublier des éléments liés à des profils techniques et administratifs. Autrement dit, un véritable kit clé en main pour

BARAKA, OULD ERRACHID ET LES AUTRES...

Dans un Maroc où les scandales financiers poussent aussi vite que les bidonvilles, l'affaire du terrain rbatî révélée par Jabaroot a provoqué un véritable séisme numérique. L'acquisition, au comptant, d'un terrain de dix millions de dirhams par Nizar Baraka a suffi à enflammer les réseaux sociaux et à déclencher un débat national sur l'origine des fortunes et les privilèges des élites.

Du côté du Parti de l'Istiqlal, certains ont rapidement tenté de ramener l'affaire à de plus justes proportions. Dix millions de dirhams ? Presque une brouille. Un élu du parti, en privé, rappelle que Nizar Baraka est le gendre d'Abbas El Fassi, qu'il est issu d'une famille aisée et qu'il a grandi dans les cercles du pouvoir. En somme, rien que de très normal : chacun son héritage, chacun le terrain où il joue...

Autrement dit, circulez, il n'y a rien à voir. Dans certains milieux, s'émouvoir de dix millions de dirhams relèverait même d'une regrettable méconnaissance des usages. Le véritable scandale ne serait donc pas qu'un responsable politique puisse mobiliser une telle somme en un claquement de doigts, mais que des citoyens ordinaires s'autorisent à poser des questions sur la manière dont se constituent certaines fortunes.

Au Maroc, le fassad est devenu une discipline si répandue qu'elle semble parfois disposer de ses propres catégories, de ses barèmes et de son protocole. Il y aurait les petits arrangements qui indignent, les grands qui impressionnent, et ceux, plus majestueux encore, qui finissent par paraître normaux à force d'être répétés.

Confronté à la polémique, Nizar Baraka a préféré déplacer le débat vers les hauteurs poétiques. Il a dénoncé sur un ton colérique l'action de mystérieuses « chauves-souris de l'ombre » cherchant à déstabiliser le pays et ses institutions. La formule est belle. Elle enrichit un bestiaire politique déjà peuplé de crocodiles, de démons, de fantômes administratifs et d'emplois tout aussi spectraux.

Mais pendant que les chauves-souris occupent l'espace médiatique, les documents publiés par Jabaroot racontent une histoire beaucoup plus terre-à-terre. Ils décrivent un système de captation foncière au Sahara marocain dont l'ampleur donne le vertige. Au centre du dispositif apparaît Moulay Hamdi Ould Errachid, figure incontournable du Parti de l'Istiqlal et proche de Nizar Baraka.

Les documents évoquent des milliers de mètres carrés de terrains publics cédés à des prix défiant toute logique économique. À Es-Smara, une parcelle de 10 000 mètres carrés aurait été acquise pour vingt dirhams le mètre carré. Ailleurs, plus de quarante-quatre hectares auraient été attribués à des sociétés liées au réseau Ould Errachid pour une trentaine de dirhams le mètre carré. Lotissements, stations-service, projets touristiques : les opérations se multiplient et dessinent les contours d'un système où les frontières entre intérêt public et intérêt privé semblent avoir été soigneusement effacées.

Le plus fascinant reste toutefois la mécanique institutionnelle elle-même. Selon les documents divulgués, certaines décisions administratives auraient été validées par ceux-là mêmes qui en tiraient bénéfice. Une forme d'autoservice administratif poussée à un niveau d'excellence rarement atteint. Plus de soixante opérations similaires seraient recensées, souvent dissimulées derrière des sociétés-écrans ou des prête-noms destinés à brouiller les pistes.

À côté, les dix millions de dirhams du terrain de Rabat apparaissent presque comme un détail. Une simple porte d'entrée vers une histoire beaucoup plus vaste. Et si l'on suit la logique de ceux qui trouvent cette somme dérisoire, alors les citoyens marocains peuvent dormir tranquilles : quand les montants indus deviennent suffisamment énormes, ils cessent apparemment d'être des scandales pour devenir un réflexe politique ordinaire. ▶



Le Maigret du CANARD



escrocs numériques ambitieux. Et dire que Watiqa.ma était justement présenté comme l'un des symboles de la modernisation de l'administration marocaine. Grâce à cette plateforme, les citoyens pouvaient demander leurs documents d'état civil sans faire la queue pendant des heures dans les arrondissements ou les annexes administratives. Désormais, ils doivent s'attendre à recevoir en prime des appels frauduleux personnalisés, avec leur nom complet, celui de leurs parents et leur numéro de commande authentique récité par un cybercriminel particulièrement bien informé. Ainsi le rêve de l'administration connectée vire-t-il doucement au cauchemar de l'usurpation d'identité industrialisée.

A ce stade, les experts restent prudents. Impossible de confirmer formellement l'identité des auteurs ou les circonstances exactes de l'exfiltration. Certains évoquent même une possible opération de réputation, un relais tiers ou une tentative de faux drapeau. Mais pour les citoyens marocains, la subtilité technique importe finalement assez peu. Ce qu'ils retiennent, c'est qu'après chaque grande promesse de digitalisation surgit désormais la crainte de voir leurs informations personnelles circuler librement sur Telegram ou des forums cybercriminels.

Acteur anonyme

Selon les éléments relayés, les données auraient également été publiées sur DarkForums par un utilisateur opérant sous le pseudonyme « macaroni », affirmant agir pour le compte de « Jabaroot », ce groupe de hackers mystérieux et qui fait trembler dans les cercles du pouvoir.

Dernières prises de guerre de Jabaroot : Nizar Baraka et Hamdi Ould Errachid. Le ministre istiqlalien et le puissant baron du Sahara ont vu leurs opérations foncières étalées sur la place publique, documents notariés à l'appui (lire encadré) Ministères, appareils sécuritaires, grands patrons publics, élus, hauts gradés, intermédiaires d'affaires : tous savent qu'un simple message publié sur Telegram peut déclencher une onde de choc politique, médiatique ou institutionnelle. Dans les couloirs feutrés du pouvoir comme dans les salons huppés de Rabat et Casablanca, le compte monopolise les conversations. On le consulte discrètement. On le critique publiquement. On le redoute silencieusement. Car depuis quelque temps, ce canal Telegram s'est construit une réputation singulière à savoir celle d'un acteur anonyme capable de dévoiler des informations sensibles, provenant principalement de la base des notaires marocains, en relation avec les transactions immobilières et foncières qui restent la principale source d'enrichis-

sement au Maroc. Certaines publications ont alimenté des polémiques autour de soupçons de corruption, de conflits entre centres d'influence ou encore de rivalités supposées au sein de l'appareil d'État. À chaque nouvelle publication, la même question revient : qui se cache derrière l'enseigne Jabaroot ? Le mystère est entier. Et c'est ce qui alimente les inquiétudes, renforçant l'impression que les hackers dis-

posent d'accès privilégiés à des sources internes. C'est précisément cette capacité à brouiller la frontière entre fuite authentique, information partielle et mise en scène qui a forgé sa force. Son influence ne tient pas uniquement à la véracité de chaque publication, mais à l'incertitude qu'il installe. Lorsqu'un document confidentiel apparaît en ligne, même sans preuve absolue de son authenticité, il suffit parfois à déclencher

des tensions internes, des vérifications administratives et des règlements de comptes médiatiques. Dans un pays où la confidentialité et le secret sont une valeur sacrée, la fuite devient un acte de déstabilisation. Et c'est précisément ce qui fait la force du compte : personne ne connaît réellement ses commanditaires ni ses véritables objectifs, encore moins l'étendue de ses réseaux et complicités. ▀

تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله
Sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste

النادي الملكي للرياح النجدة
Royal Yacht Club Tanger
Fondé en 1926

2026 OPTIMIST
WORLD CHAMPIONSHIP
TANGER MOROCCO JUNE 18-28

FEDERATION ROYALE
MOROCAINE DE VOILE

OPTIMIST WORLD CHAMPIONSHIP | 18 ▶ 28
JUNE TANGIER
2026 MOROCCO

طنجة
WHERE WINDS
&
NATIONS MEETS

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS
TANGERMED, MDJS, MOROCCO, etc.

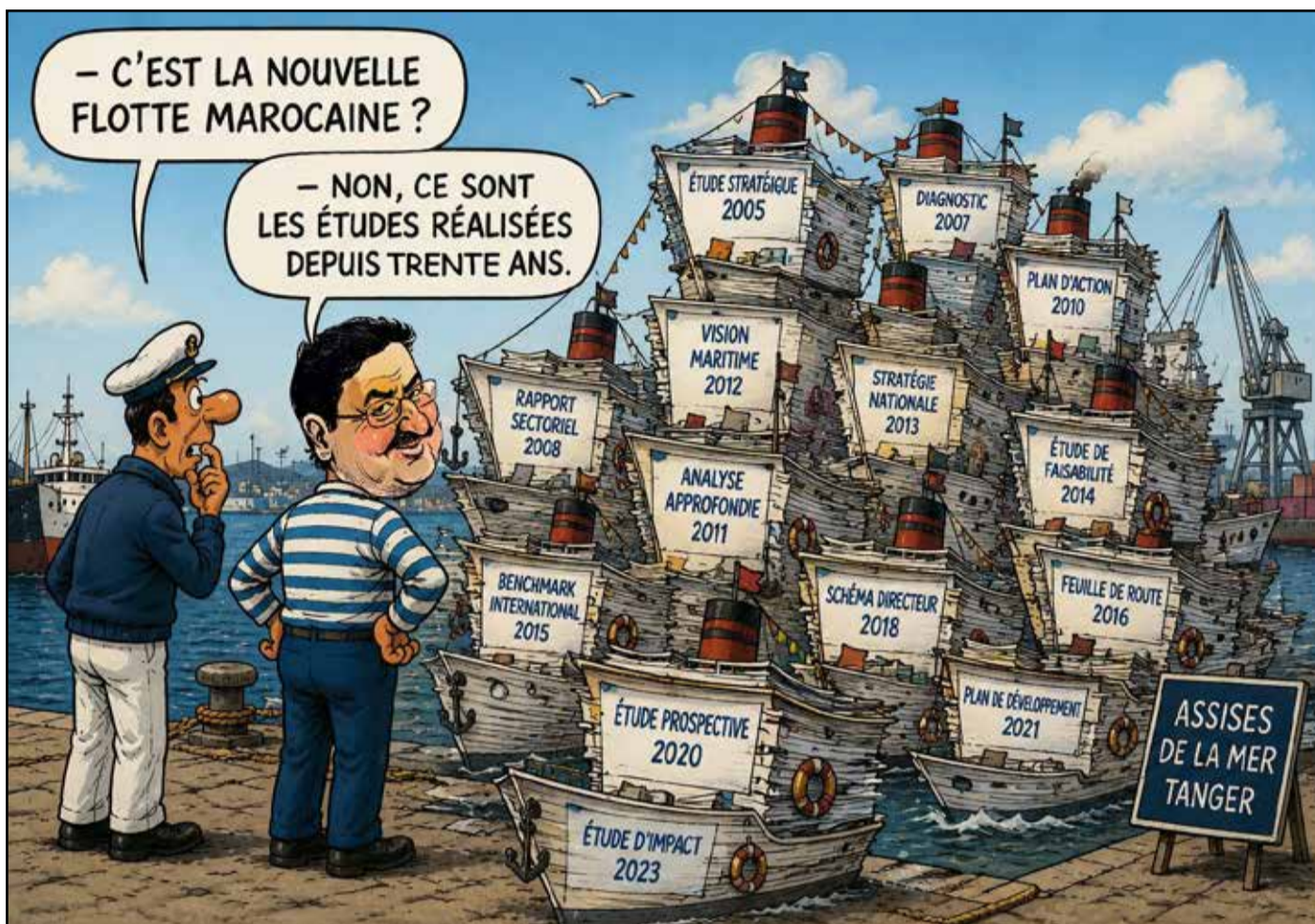
SPONSORS OFFICIELS
SOUERAST, MARSAMAROC, SOFITEL, SSL, RISMAR, MOYENPICK, etc.

SPONSORS
NOMMOS, Hypro, RAMITEC, Red Bull, NMMI, SILKAN IN TANGIER, Silken MAROC, SISONE, etc.

MEDIAS
2M, MEDI1, etc.



Le Maigret du CANARD



Assises nationales de la mer

A Tanger, le maritime refait surface

Organisées dans la capitale du Détroit par le ministère du Transport, les premières Assises de la mer ont permis de dresser un diagnostic lucide sur le déclin d'un secteur autrefois florissant. Mais derrière les discours ambitieux, les études à répétition et les promesses de renaissance, la grande question de fond reste toujours posée : quand le temps des constats cédera-t-il enfin la place à celui de l'action ?

ABDELLAH CHANKOU

Encore une étude, des experts et des recommandations. Encore et toujours! Décidément, le ministère du Transport fait les choses à sa façon : quand il faut batailler pour créer un environnement maritime favorable, lui préfère construire des bibliothèques de diagnostics stratégiques. La dernière livraison en date, signée Boston Consulting Group (BCG), dévoilée lors des premières assises de la mer le 21 mai à Tanger, promet vingt

navires marocains à l'horizon 2030. C'est modeste, mais c'est déjà une promesse et on sait ce que valent les promesses gouvernementales surtout lorsque le ministre chargé du secteur est expert en coquilles vides à gros budget et en dépenses sans rendement évident pour la collectivité.

Le timing de la manifestation a de quoi faire sourire. Après plusieurs décennies de déclin pour ne pas dire de faillite de la marine marchande, les premières Assises du secteur interviennent à quelques mois de l'expiration du mandat gouverne-

mental. En cinq ans, le ministère de tutelle aura essentiellement produit avec maestria une très chère commande publique, une grand-messe sectorielle et un festival des bonnes intentions ! Standing ovation. Un travail préparatoire certes nécessaire, diront d'aucuns, mais qui laisse au prochain exécutif la charge des décisions difficiles, des arbitrages budgétaires douloureux et surtout de la concrétisation d'un chantier de haute importance que le Royaume ne peut plus se permettre de repousser.

L'étude de BCG n'est pas la première

du genre. Elle n'est même pas la deuxième. Elle est la énième d'une longue série de rapports savants qui finissent invariablement au mieux dans un tiroir, au pire dans une corbeille. Souvenez-vous : en 2012, le ministre du Transport de l'époque, le PJD Abdelaziz Rabbah avait commandé au cabinet espagnol ALG une étude livrée deux ans plus tard. Des recommandations ? En pagaille. Du suivi ? Néant. Lettre morte, comme on dit dans le jargon diplomatique. Alors pourquoi celle-ci serait-elle différente des autres ? À moins que le vide ne finisse par avoir horreur du vide, mais c'est mal connaître la force de l'inertie qui guide les tuteurs du secteur.

Texte plus que centenaire

Justement, parlons du vide. Le vrai. Celui qui donne le vertige. Un détail de taille qui mériterait pourtant un énorme coup de projecteur : le code maritime qui régit encore aujourd'hui le secteur, date du 26 mai 1919, soit à l'époque du protectorat ! Bienvenue dans les abysses de l'anachronisme. 1919 : l'année du traité de Versailles, de la Société des Nations, des chars d'assaut et du jazz qui débarque en Europe. Alors que les navires ont changé d'époque, le cadre juridique national est resté, lui, arrimé aux années 20, un vestige du passé, faute d'un gouvernement suffisamment courageux pour larguer les amarres de l'archaïsme. Résultat : le secteur continue de naviguer cahin-caha avec un texte plus que centenaire, une pièce de musée réglementaire que les gouvernements successifs ont curieusement évité de dépoussiérer. Tout au long de ces longues années, les études, elles, qui coûtent bonbon, se sont bizarrement succédé à un rythme soutenu, chaque gouvernement tenant à laisser sa propre empreinte documentaire ! Dans ce processus de reconstruction qui s'ouvre, la première action à entreprendre est sans doute d'ordre législatif. Alors on fait quoi ? On attend 2030 pour réaliser que le Maroc n'a toujours pas de flotte commerciale ? On commande une nouvelle étude après avoir enterré la précédente à un cabinet brésilien, canadien, ou peut-être martien ? Pendant ce temps, les armateurs étrangers continuent de truster près de 95 % du commerce extérieur marocain, et le pavillon national reste très marginal, souvenir glorieux d'un temps où le Maroc avait une flotte, des marins et une certaine souveraineté maritime. Avant que le pays ne laisse sombrer



Le Maigret du CANARD



en raison de politiques hasardeuses et de décisions irréflechies, un secteur qui fut pourtant l'un des fleurons de son économie maritime.

En effet, le Royaume disposait dans les années 70-80 d'un armement fort de 66 navires qui lui permettait d'assurer près de 25% de son commerce extérieur. Compagnie publique, la Comanav a été privatisée en 2007 sous l'époque de Fathallah Oualalou, alors argentier du Royaume, et cédée au groupe français CMA-CGM de feu Jacques Saadé. Ce qui fait du Maroc le seul pays du Maghreb à avoir bazaré sa compagnie étatique.

Quant aux opérateurs privés IMTC et Comarit, ils ont coulé, selon les conclusions du cabinet ALG, sous les effets ravageurs d'une libéralisation sauvage du transport maritime, menée en 2006, à l'initiative de l'ex-ministre istiqlalien de l'Équipement et du Transport Karim Ghellab. Sans les mesures d'accompagnement appropriées des armateurs nationaux qui n'étaient pas préparés à cette ouverture brutale. Une libéralisation au nom de l'Open Sea qui a finalement profité au pavillon étranger.

Naufrage

Il aura fallu attendre le discours de SM le Roi Mohammed VI prononcé à l'occasion du 48e anniversaire de la Marche Verte, en novembre 2023, où le souverain a appelé à la reconstruction d'«une marine marchande nationale forte, moderne et compétitive», pour que le dossier sorte enfin des tiroirs et que le fait maritime soit remis au cœur des priorités stratégiques du pays. Ce qui est incompréhensible c'est que ce naufrage maritime n'a suscité avant la haute instruction royale de la part de l'exécutif et des patrons du secteur ni stratégie digne de ce nom ni sursaut à la hauteur des enjeux.

Le Royaume a prouvé qu'il savait construire des ports de classe mondiale dont Tanger Med est le symbole. Mais un port sans bateau, c'est une gare sans train – ou pire, une gare où les trains appartiennent aux autres. Alors, au lieu d'empiler les études qui ne demandent qu'à mourir de leur belle mort, il est grand temps de passer à l'action en opérationnalisant la vision royale. Depuis des décennies les rapports s'empilent, les diagnostics se succèdent et les cabinets de conseil prospèrent, tandis que les réformes structurelles restent au point mort. À force de dilapider temps et ressources dans des études toujours plus coûteuses pour redécouvrir ce que l'on sait déjà, le pays finit par perdre de vue l'essentiel : l'action. ▀

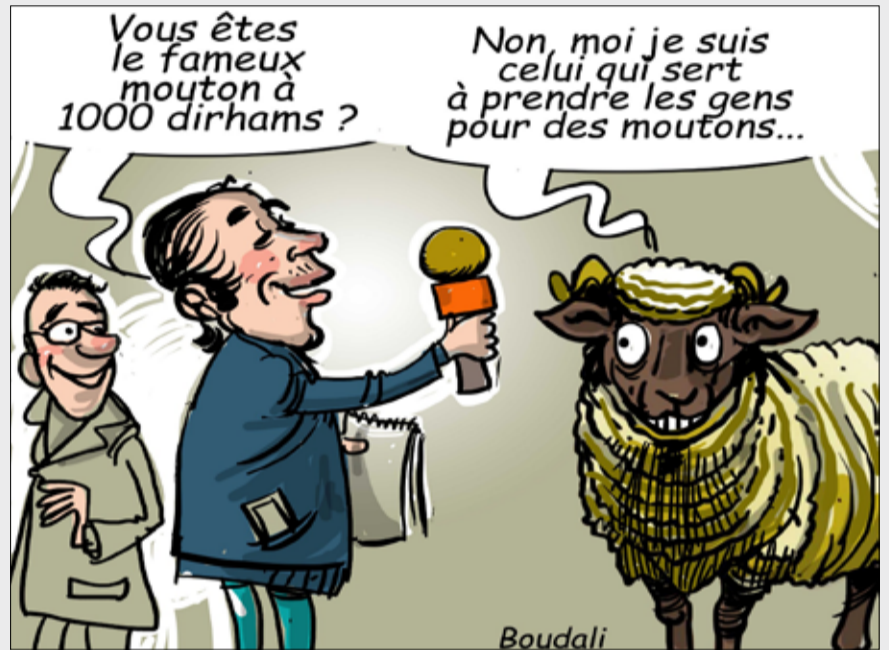
Entre fausse abondance ovine et prix prétendument abordables

Bienvenue dans la planète Bouari

Le ministre de l'Agriculture Ahmed El Bouari vit visiblement dans un Maroc parallèle. Un Maroc merveilleux où les moutons à 1 000, 1 500 ou même 2 000 dirhams gambadent joyeusement dans les pâturages de l'abondance chimérique.

SALIHA TOUMI

Devant les députés, le ministre RNI avait assuré le 18 mai dernier que l'offre de bétail était abondante et que les prix variaient entre 1 000 et plus de 5 000 dirhams selon la qualité. Mieux encore, il a avec un aplomb admirable invité les parlementaires à se rendre eux-mêmes sur les marchés afin de le constater de visu, tout en dénonçant les vidéos diffusées sur les réseaux sociaux qui, selon lui, déformeraient la vérité. Le problème, c'est que les Marocains fréquentent eux aussi les marchés. Et ils ont éprouvé les plus grandes difficultés à croiser ces fameux moutons à prix raisonnables dont a parlé le ministre. On connaît le poisson d'avril, désormais, on a grâce au magnifique El Bouari le mouton de mai! Les députés n'ont d'ailleurs pas caché leur colère face à ce qui ressemble à un mensonge. Eux aussi paraissent avoir du mal à localiser ces spécimens ovins miraculeux qui défient les lois du marché et surtout de tachennakt et de Chi Chanek Ala Chi... Il faut au moins reconnaître à Ahmed El Bouari une qualité rare : celle de maintenir vivante l'imagination collective et même de la faire prospérer. Après tout, dans un pays où l'on peine à trouver un mouton à un prix abordable, il est réconfortant d'apprendre qu'il en existe quelque part. Reste simplement à savoir sur quelle planète. La planète El Bouari. Le plus savoureux reste cette fameuse «abondance» dont le ministre s'est targué et avant lui le chef du gouvernement devant les députés en se situant le nombre du cheptel ovin entre 33 et 40 millions de têtes. Une marge d'erreur de 7 millions de moutons. Soit l'équivalent, ô souris d'agneau, du cheptel ovin français tout entier. On ne saurait faire plus modeste. L'annonce, prononcée lors de la présentation de



son bilan d'action le 14 avril dernier a été accueillie par un silence gêné, vite remplacé par une bronca générale. Car dans l'esprit du grand public, une incertitude de 7 millions de têtes, ce n'est plus une imprécision, c'est un aveu. Un aveu que l'on ne maîtrise ni ses moutons, ni ses chiffres, ni ses promesses. À ce stade, «entre 33 et 40 millions» équivaut à dire : «On n'en sait foutrement rien, mais faites-nous confiance, il y en a assez.» A moins que ce grand écart ne cache des pratiques moins avouables (lire encadré). Reste que les familles qui ont patienté jusqu'aux dernières quarante-huit heures, espérant une détente des prix, ont surtout découvert la pénurie dans toute sa splendeur. Les bons moutons s'étaient faits aussi rares qu'une promesse électorale tenue. Il ne subsistait guère que des bêtes malades, que certains ont eu l'imprudence – ou le dé-

sespoir – d'acquiescer, avant de regretter leur achat aussi vite qu'une adhésion à une boutique politique.

Bien sûr, on pourrait toujours créer comme le réclament certains une commission d'enquête parlementaire. Ses membres, bardés de bonnes intentions, iraient sur le terrain traquer le fameux mouton à 1 000 dirhams – une créature aussi mythique que le Yéti de l'Atlas. Ils remettraient un rapport fleuve, chargé de graphiques et de chiffres accablants. Le ministère promettrait des «mesures correctives... vers le prochain Aid en 2075! Et le mouton invisible, lui, continuerait de gambader sereinement dans ce Maroc parallèle de El Bouari où les ministres et leur chef sont toujours de bonne foi et les citoyens, confrontés à la vie chère au delà du raisonnable, gentiment et éternellement tondus... ▀

Qui a cloné nos moutons ?!

On aurait tort de croire que cette marge de 7 millions de moutons relève du seul hasard statistique ou d'une simple négligence administrative. La réalité, plus croustillante qu'il n'y paraît, vient de faire son chemin dans les chaumières : nombre d'éleveurs, fâchés avec l'éthique, auraient tout simplement gonflé leurs déclarations de cheptel. Objectif ? Toucher un maximum de subventions, pard! Pourquoi compter honnêtement cent bêtes quand on peut en déclarer trois cents, les subventions suivant docilement la déclaration ? Le résultat est un chef-d'œuvre de créativité comptable. Le mouton national s'est ainsi cloné sans passer par la science. Des troupeaux entiers ont poussé comme des champignons sur les formulaires administratifs, avant de retourner à leur taille réelle dès que l'argent public est allé engraisser les bénéficiaires. Mais ces méthodes empreintes d'opacité révèlent surtout une vérité très embarrassante pour le gouvernement : le recensement, dans ce pays, est aussi rigoureux qu'un fil à plomb en caoutchouc. Personne ne vient vérifier sur le terrain. Un éleveur dit «mille», on écrit «mille». Il dit «deux mille», on sourit. Bref, la confiance règne, et la fraude aussi. Au final, on se retrouve avec un cheptel virtuel de 33 à 40 millions de têtes – selon l'humeur du déclarant et l'avidité du moment – tandis que les prix, eux, prennent l'ascenseur sans raison valable et que le consommateur, toujours aussi dépouillé, a attendu désespérément son mouton à prix décent. Mais rassurez-vous : une commission d'enquête ne tardera pas à être mise sur pied. Sa mission ? Recenser les moutons fantômes qui prospèrent dans les vastes pâturages d'une communication officielle peu soucieuse des clôtures de la réalité. ▀



Le Maigret du CANARD



Mondial 2026

OUAHBI FACE À SES CHOIX

Trois mois après son arrivée, Mohamed Ouahbi n'a ni cassé l'héritage de Walid Regragui ni lancé une révolution spectaculaire. Pour d'aucuns, le coach des lions de l'Atlas a fait quelque chose de plus subtil, et peut-être de plus difficile : il a réduit, filtré, taillé. Pour d'autres, il a monté un collectif mi-figue-mi-raisin qui divise dans le landerneau...

SALIHA TOUMI

La large victoire des Lions de l'Atlas mardi 2 juin à Rabat face à Madagascar (4-0) s'ajoute à une série de résultats flatteurs, après les succès obtenus en mars contre l'Équateur et le Paraguay. Sur le papier, tout semble sourire à la sélection de Mohamed Ouahbi à quelques jours du Mondial 2026 : une attaque inspirée, une défense solide et des automatismes qui se mettent progressivement en place. Pourtant, il convient de garder la tête froide. L'histoire du football rappelle que de nombreuses équipes brillantes en matchs de préparation ont ensuite déchanté une fois la compétition lancée. Les rencontres amicales permettent certes de travailler les schémas tactiques, d'essayer des joueurs et de renforcer la confiance, mais elles ne portent ni la pression, ni l'intensité, ni l'enjeu émotionnel d'une Coupe du monde. Les succès face à l'Équateur, au Paraguay ou à Madagascar sont encourageants, certes, mais ils ne garantissent en rien la suite. Le véritable examen débutera au son de l'hymne du Mondial, face à des adversaires qui, eux aussi, auront rangé les sourires des amicaux pour sortir les crocs de la compétition. La fameuse phrase de Ouahbi – « la liste n'a pas été modifiée, elle a été rétrécie » – résume parfaitement l'esprit de sa première sélection mondiale. Pas de grand soir, pas de purge spectaculaire. Juste un tri méthodique. Et ce tri dit beaucoup. D'abord parce qu'il enterre doucement une partie de l'héritage émotionnel du Qatar. Le Maroc de Doha reste dans la mémoire collective comme une épopée presque sacrée. Mais dans le football, la nostalgie ne marque pas de buts. Ouahbi l'a compris très vite. Résultat : plusieurs symboles de l'ère Regragui disparaissent du paysage.

Hakim Ziyech, Sofiane Boufal et Youssef En-Nesyri vont devoir regarder le Mondial à distance. Trois figures majeures de 2022 sorts froidement. Chez Ouahbi, le CV ou la réputation ne protège pas. Il l'a d'ailleurs expliqué sans détour : la sélection se fera sur la condition physique, l'intensité et le rendement immédiat. En clair : en dehors de ces critères, pas de cadeau.

Le cas En-Nesyri est probablement le plus symbolique. Héros du quart de finale contre le Portugal, auteur du but qui avait fait basculer tout un continent dans l'euphorie et fait pleurer le grand Ronaldo, il paie aujourd'hui plusieurs mois de baisse de régime. Ziyech, lui, semble victime d'un problème plus profond : son football ne colle plus totalement au projet d'Ouahbi, beaucoup plus exigeant dans le pressing et les efforts sans ballon. Quant à Boufal, son repositionnement plus axial et la concurrence énorme dans ce registre l'ont progressivement poussé vers la sortie. Mais la vraie rupture n'est pas là. Elle se trouve dans le style même d'Ouahbi.



Mohamed Ouahbi surprendra-t-il ses adversaires comme l'a fait son prédécesseur au Qatar ?

Après Walid Regragui, personnage qui a eu son heure de gloire au Qatar et qu'il était incapable de conformer lors de deux CAN successives (2023 et 2025), la FRMF a choisi son opposé : un technicien calme, presque scolaire, façonné par dix-sept années de formation à Anderlecht. Contrairement à son prédécesseur, Ouahbi parle peu, observe beaucoup, tranche sans bruit. Son football ressemble à son caractère : structuré, discipliné, collectif. Son projet est clair : maintenir l'ossature du Qatar en y injectant du sang neuf.

La colonne vertébrale reste donc intacte : Bounou, Hakimi, Mazraoui, Aguerd, Amrabat, Ounahi ou encore Ezzalzouli sont toujours là. Les recrues importantes amenées par Regragui – Saïbari, Khannouss, Brahim Diaz, Talbi ou El Aynaoui – ont été également reconduites. Plusieurs joueurs rappelés ne sont plus au niveau des ambitions affichées. Les limites de certains sautaient déjà aux yeux lors de la dernière CAN ratée. Pourtant, les mêmes noms réapparaissent encore et encore, comme si l'échec n'avait laissé aucune trace dans les esprits.

Le cas de Sofyan Amrabat illustre ce malaise. Guerrier exemplaire pendant l'épopée qatarie, il semble aujourd'hui loin de son meilleur

niveau. Même constat pour Soufiane Rahimi ou Ayoub El Kaabi, dont les performances récentes peinent à justifier une place automatique dans un groupe censé disputer un Mondial et aller plus loin dans la compétition. Quant à Bilal El Khannouss, son talent est indéniable, mais il continue de donner l'impression d'un joueur encore en construction, irrégulier dans l'impact et parfois effacé dans les grands rendez-vous.

Choix ciblés

Le choix d'Azzedine Ounahi reste lui aussi sujet à caution. Certes, le joueur possède des traits de génie capables d'illuminer un match. Mais le football de très haut niveau ne se nourrit pas uniquement d'inspirations intermittentes. Face à des sélections puissantes physiquement comme le Brésil ou certaines équipes européennes rompues aux duels, son manque de régularité et son déficit athlétique interrogent sérieusement.

Mais la reconduction la plus incompréhensible demeure sans doute celle de Brahim Díaz. Certes, le joueur dispose d'un talent technique rare et d'une qualité de percussion indiscutable. Mais une sélection nationale ne peut pas vivre uniquement de réputation ou

de séquences individuelles. Lors de la CAN, son fameux penalty tenté à la Panenka avait symbolisé à lui seul le décalage entre l'attente immense placée en lui et la réalité du terrain. Ce geste raté n'a pas seulement coûté cher sportivement ; il a aussi incarné une forme de suffisance et de déconnexion dans un moment où l'équipe avait surtout besoin de lucidité et d'efficacité. Beaucoup considèrent encore aujourd'hui que cette action a précipité le naufrage psychologique des Lions de l'Atlas dans la compétition. En fait, Ouahbi ne démolit pas la maison pour reconstruire une nouvelle. Il change simplement quelques pièces.

Du bricolage, diront les méchantes langues ou les esprits critiques. Le principal apport du nouveau coach se mesure plutôt dans ses choix ciblés.

Le plus spectaculaire s'appelle Ayoub Amamouni-Echghouyab. Il y a encore quelques mois, ce jeune attaquant naviguait dans les divisions obscures du football allemand. Aujourd'hui, après une ascension fulgurante jusqu'à l'Eintracht Francfort, il se retrouve convoqué pour affronter le Brésil en Coupe du monde. Ce choix raconte beaucoup de la méthode Ouahbi : peu importe l'âge, le statut ou le championnat, seul le profil compte. Le sélectionneur cherche des joueurs capables d'absorber rapidement les consignes, d'intensifier le pressing et de s'intégrer à un football hybride, capable d'alterner possession, transitions rapides et discipline défensive. C'est probablement ce qui ressort le plus de cette liste. Champion du monde U20 en octobre 2025, il aurait pu céder à la tentation d'embarquer massivement ses « Lionceaux ».

Il ne l'a pas fait. À peine quelques retouches. Yassine Gessime intègre le groupe, mais curieusement des stars du Mondial U20 comme Othmane Maamma, Yassir Zabiri, l'auteur des deux buts en finale face à l'Argentine, ou Ismaël Baouf restent à quai. Et c'est là sans doute le plus grand reproche fait à la liste finale de Ouahbi ; Tourner le dos à ces trois joueurs talentueux et sans complexes, qui ont ravi le public marocain par leur technicité, et auquel Ouahbi doit quelque part son contrat avec la FRMF, être champion du monde U20 n'est pas un permis automatique pour jouer chez les seniors.

La machine à binationaux continue à fonctionner à plein régime : Ayyoub Bouaddi, immense espoir du LOSC longtemps courtisé par la France, rejoint finalement les Lions. Même logique pour Issa Diop, défenseur de Fulham, qui finit par choisir le Maroc après avoir longtemps regardé vers les Bleus. « Ouahbi agit avec pragmatisme. Pas de débats identitaires, pas de grandes déclarations patriotiques.

Pour lui, si le joueur apporte quelque chose au collectif, il est convoqué », croit savoir un observateur de la chose footballistique. Le plus difficile pour M. Ouahbi ne sera d'ailleurs peut-être ni le Brésil, ni l'Allemagne. Ce sera le mental. Celui d'un groupe encore marqué par la finale perdue de la CAN 2025. Celui d'anciens héros fatigués. Celui de jeunes talents qui découvrent brutalement le très haut niveau. ▀



Le Maigret du CANARD



Premier industriel d'Afrique Le Maroc face au défi de la deuxième révolution

Sacré économie industrielle la mieux classée du continent par la Banque africaine de développement, le Maroc récolte les fruits de deux décennies de stratégie industrielle. Mais derrière cette consécration se profile un nouveau défi et non des moindres: passer du rôle d'atelier performant de l'industrie mondiale à celui de créateur de technologies, d'innovations et de marques nationales capables de s'imposer sur les marchés internationaux.

JAMIL MANAR

Depuis quelques jours, une formule flatteuse circule avec insistance dans les médias et sur les réseaux sociaux : « Le Maroc est devenu la première puissance industrielle d'Afrique ». L'affirmation, aussi séduisante soit-elle, mérite d'être examinée à la lumière des faits, avec la rigueur que commande un tel sujet. À l'origine de cette lecture enthousiaste se trouve un fait bien réel : en 2025, la Banque africaine de développement (BAD) a placé le Maroc en tête de son nouvel indice africain d'industrialisation, devant l'Afrique du Sud et l'Égypte. Une performance remarquable, incontestable, qui consacre les progrès accomplis par le Royaume au cours des deux dernières décennies dans des secteurs aussi stratégiques que l'automobile, l'aéronautique, les énergies renouvelables ou encore les industries exportatrices. Cependant, il convient de ne pas confondre deux réalités dis-



Le défi est de transformer son rang de leader industriel africain en celui de puissance industrielle pleinement souveraine.

tingentes : être premier dans un indice d'industrialisation ne revient pas automatiquement à être la première puissance industrielle du continent. Les deux notions, aussi liées soient-elles, ne recouvrent pas la même épaisseur économique.

L'indice de la BAD mesure en effet plusieurs critères qualitatifs et structurels : diversification de la production, sophistication technologique, compétitivité des exportations, intégration dans les chaînes de valeur mondiales, qualité des infrastructures ou encore environnement des affaires.

Il récompense donc davantage la dynamique, la modernisation et le potentiel industriel que le seul poids économique brut de l'industrie. C'est un indice de performance et de trajectoire, plus que de masse. Or, lorsqu'on parle de « puissance industrielle » au sens classique du terme, d'autres indicateurs entrent traditionnellement en ligne de compte : la taille de la production manufacturière, la valeur ajoutée industrielle brute, le nombre d'emplois industriels, la consommation d'énergie par le secteur manufacturier, ou encore le volume global des exportations de biens transformés.

Sur plusieurs de ces critères quantitatifs, l'Afrique du Sud conserve encore des atouts considérables, hérités de décennies d'industrialisation lourde, tandis que l'Égypte bénéficie de la taille de son marché intérieur et de sa base productive historiquement plus étendue. Le classement de la BAD signifie donc une chose très précieuse : le Maroc est aujourd'hui considéré

par les experts comme le pays africain disposant du modèle industriel le plus performant, le plus diversifié et le plus prometteur pour l'avenir. C'est déjà une distinction majeure, qu'aucun autre pays du continent ne peut revendiquer à ce jour. Mais transformer ce résultat – aussi flatteur soit-il – en affirmation péremptoire selon laquelle le Royaume serait devenu, sans la moindre contestation possible, la première puissance industrielle d'Afrique relève davantage du raccourci médiatique que de la réalité économique mesurée dans toute sa complexité.

En d'autres termes, le Maroc a sans doute remporté la bataille de la qualité, de la compétitivité et de la modernité industrielles. C'est une victoire décisive. Mais celle du volume, du poids industriel global et de la masse critique reste encore un sujet de débat ouvert entre économistes. C'est précisément cette nuance – essentielle pour ne pas céder à l'autosatisfaction – que les slogans triomphalistes ont tendance à effacer.

Le rapport de la BAD est d'ailleurs plus affirmatif que certaines interprétations excessivement prudentes. Il indique noir sur blanc que « le Maroc devance l'Afrique du Sud et devient l'économie industrielle la mieux classée du continent ». Une reconnaissance éclatante qui récompense la modernisation en profondeur de l'appareil productif national, la diversification soutenue des exportations et la constance remarquable des politiques industrielles menées sans relâche depuis deux décennies. Pour autant, cette consécration –

aussi légitime soit-elle – ne doit pas masquer le principal défi qui attend désormais le Royaume. Après avoir réussi à attirer massivement les investissements étrangers et à s'imposer comme une plateforme industrielle compétitive dans l'automobile, l'aéronautique ou l'électronique, le Maroc doit franchir une nouvelle étape, plus exigeante encore : passer du statut de plateforme de sous-traitance performante à celui de véritable puissance d'innovation industrielle.

Car la valeur ajoutée la plus décisive ne réside plus seulement dans l'assemblage ou la fabrication pour le compte de grands groupes internationaux, mais dans la capacité à concevoir ses propres technologies, à développer ses propres brevets, à créer ses propres marques et à maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur – de la recherche fondamentale jusqu'à la commercialisation sur les marchés mondiaux. En d'autres termes, le Maroc a réussi son industrialisation. Il lui reste désormais à réussir son « industrialisme », c'est-à-dire la transformation de son tissu productif en un écosystème fertile, capable de donner naissance à des champions nationaux au rayonnement international. L'enjeu n'est pas seulement de produire, mais d'inventer, de concevoir et d'innover. Autrement dit, le défi ne consiste pas uniquement à fabriquer au Maroc des voitures, des composants électroniques ou des équipements aéronautiques pour des marques étrangères. Il réside dans l'émergence, demain, de marques industrielles marocaines audacieuses, capables de conquérir non seulement le continent africain, mais aussi les marchés européens et mondiaux.

Ainsi, l'objectif des vingt prochaines années ne sera plus seulement celui des usines, aussi modernes et sophistiquées soient-elles. Il faudra faire émerger le Maroc de l'innovation, de la recherche-développement, des brevets, du capital-risque et d'entreprises industrielles nationales de dimension globale. C'est à cette condition exigeante que le Royaume pourra transformer son rang de leader industriel africain en celui de puissance industrielle pleinement souveraine, maîtresse de son destin technologique et économique. ▀



Le Maigret du CANARD



« Simple » débarque

Attijariwafa bank lance sa banque 100% digitale

Conçue comme une véritable « super app », Simple entend dépasser le cadre classique des services financiers pour s'immiscer dans tous les usages du quotidien. Avec cette nouvelle plateforme, Attijariwafa bank place clairement la barre très haut sur le marché marocain des services digitaux, en misant sur une expérience intégrée mêlant banque, paiements, voyage, shopping, épargne et services lifestyle au sein d'une seule et même application.

tout s'effectue directement depuis l'application, en quelques secondes à peine.

Le client peut ainsi gérer l'ensemble de ses opérations quotidiennes via une application mobile : consultation de solde, virements instantanés, paiement de factures, transferts d'argent, gestion des cartes bancaires, notifications en temps réel ou encore suivi des dépenses. Cette nouvelle génération de services bancaires s'appuie sur une promesse claire: rendre la banque plus intuitive, plus rapide et moins bureaucratique.

Simple cible en priorité une clientèle jeune, connectée et rompue aux usages numériques. La néobanque introduit ainsi un compte éducatif destiné aux adolescents de 12 à 17 ans, leur permettant d'apprendre à gérer leur argent sous le regard bienveillant de leurs parents, qui conservent un contrôle sur les dépenses et les plafonds d'utilisation.

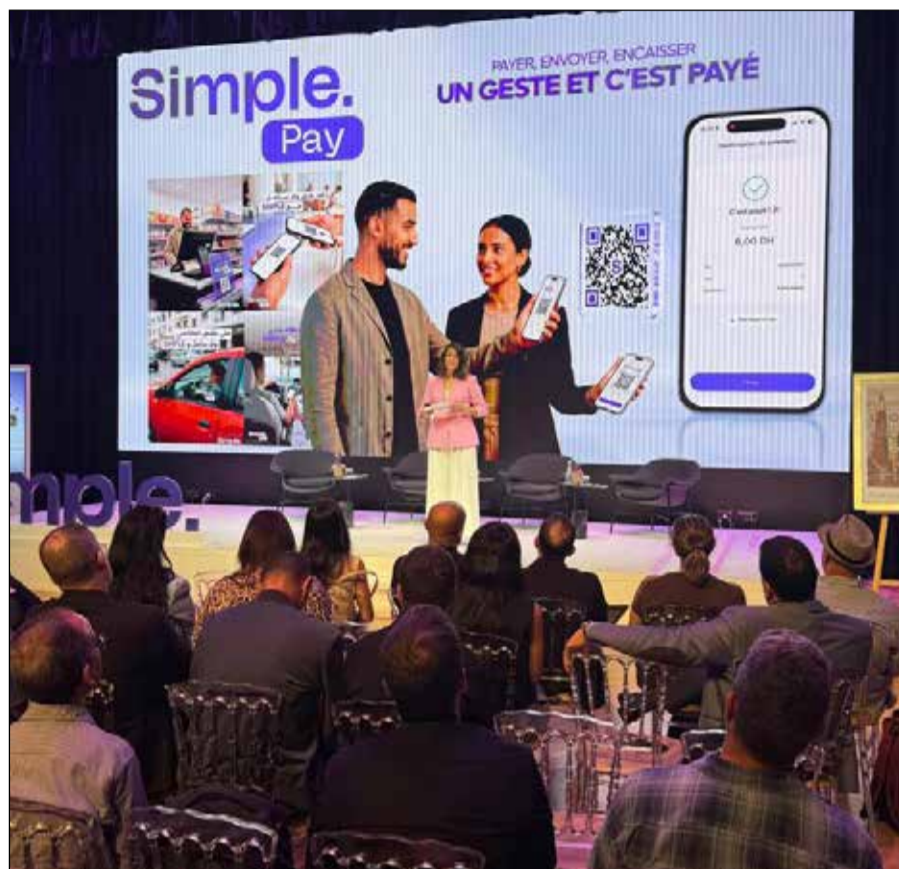
Au-delà des services bancaires traditionnels, Simple mise résolument sur l'univers lifestyle et communautaire. L'application permet notamment de rechercher, réserver et payer des séjours touristiques directement depuis son interface, avec des offres exclusives sur des destinations nationales et internationales, d'Agadir à Paris en passant par Madrid ou Los Angeles. La plateforme intègre également de nombreux avantages commerciaux : réductions, codes promotionnels, accès à des lounges ou offres partenaires disponibles tout au long de l'année.

Le groupe bancaire dirigé par Mohamed El Kettani cherche ainsi à rapprocher le modèle national des grandes « super apps » internationales, qui centralisent en une seule interface les services financiers, le commerce, le voyage et les expériences numériques.

Une épargne et des investissements 100 % digitalisés

Simple entend aussi démocratiser l'accès à l'épargne et à l'investissement auprès d'un public plus large. L'application propose des solutions d'épargne automatisée, des dépôts à terme dématérialisés ainsi qu'un accès simplifié aux produits boursiers et aux OPCVM. Dans cette optique, la néobanque cherche à démystifier l'image parfois complexe ou élitiste de l'investissement financier, en le rendant aussi accessible depuis un smartphone qu'un simple paiement mobile.

La sécurité constitue également un axe central de l'offre, avec la possibilité de générer instantanément des cartes virtuelles à usage unique ou multiple afin de sécuriser les paiements en ligne et les transactions internationales.



La nouvelle plateforme mise tout sur la fluidité et l'instantanéité.

Un modèle freemium pour séduire en masse

Autre point de fort, Simple adopte un modèle freemium inspiré des grandes plateformes numériques mondiales. L'accès de base est gratuit et sans engagement, tandis que plusieurs niveaux d'offres — GO, PLUS, PRIME et METAL — permettent aux utilisateurs de choisir des services supplémentaires en fonction de leurs besoins et de leur profil. Cette flexibilité vise à attirer un large public, des étudiants aux voyageurs fréquents, en passant par les jeunes actifs et les utilisateurs intensifs de services digitaux.

Même si l'expérience est entièrement pensée autour du mobile, Simple s'appuie sur la puissance du réseau physique d'Attijariwafa bank et de ses filiales. Avec

plus de 7 000 points de contact à travers le Royaume (agences bancaires, réseau Wafacash et distributeurs automatiques), la néobanque conserve un ancrage territorial solide, notamment pour les opérations en espèces. Cette hybridation entre digital et implantation physique constitue l'un des principaux atouts de AWB pour rassurer une clientèle encore attachée aux services bancaires traditionnels.

Disponible dès à présent sur iOS et Android, mais également dans les grandes surfaces et sur certaines plateformes de livraison e-commerce, Simple marque une nouvelle étape dans la stratégie de transformation numérique d'Attijariwafa bank. Le groupe ne veut plus être perçu seulement comme une banque, mais comme un véritable écosystème digital du quotidien. ▶

Enjeu stratégique

En créant sa propre néobanque, Attijariwafa bank cherche ainsi à préserver son leadership tout en attirant une clientèle plus jeune, souvent moins attachée au modèle classique des agences physiques.

Avec « Simple », le groupe marocain rejoint une tendance mondiale marquée par la montée en puissance des banques digitales et des applications financières tout-en-un. Ces nouveaux acteurs misent généralement sur des frais réduits, une ouverture de compte instantanée et une forte personnalisation des services.

Au Maroc, cette évolution pourrait accélérer l'inclusion financière et encourager davantage de citoyens à adopter les services bancaires numériques, notamment parmi les jeunes générations et les travailleurs indépendants.

Au-delà du simple lancement d'une application bancaire, « Simple » représente un enjeu stratégique majeur pour Attijariwafa bank, qui poursuit depuis plusieurs années une vaste transformation digitale de ses activités.

Le groupe mise désormais sur l'innovation technologique, la data et les nouveaux usages mobiles pour renforcer sa compétitivité dans un environnement bancaire en pleine mutation, où les frontières entre banques, fintechs et opérateurs technologiques deviennent de plus en plus floues.

Avec « Simple », Attijariwafa bank espère donc conjuguer la solidité d'un grand groupe bancaire à l'agilité et à l'expérience utilisateur des nouvelles fintechs. ▶

LAILA LAMRANI

Le groupe Attijariwafa bank accélère sa transformation numérique avec le lancement de « Simple » dévoilée lundi 25 mai, à Casablanca. Il s'agit d'une néobanque pensée notamment pour une génération de clients ultra-connectés, en quête de rapidité, d'autonomie et de services bancaires accessibles en quelques clics.

Avec cette application multi-usage, le groupe AWB ambitionne de réinventer le rapport des Marocains à l'argent, en faisant de la banque un véritable compagnon du quotidien, intégré aussi bien aux dépenses courantes qu'aux loisirs, à l'épargne ou aux projets de vie.

Avec cette nouvelle offre qui s'adapte aux usages, le géant bancaire marocain entend se positionner sur le marché en pleine expansion de la banque digitale, où l'expérience utilisateur, la fluidité des opérations et la simplicité des démarches deviennent des critères décisifs pour séduire les jeunes actifs, les étudiants, les freelances et les utilisateurs habitués aux applications mobiles. Conçue comme une véritable « super app », Simple entend dépasser le cadre classique des services financiers pour s'immiscer dans tous les usages du quotidien : payer un café, partager une addition entre amis, réserver un voyage, recevoir de l'argent, gérer son budget ou encore investir en quelques clics depuis son smartphone.

La nouvelle plateforme mise tout sur la fluidité et l'instantanéité. Paiement chez un commerçant, règlement d'un taxi, transfert entre proches ou encaissement:



Le Maigret du CANARD



Carlo Petrini tire sa révérence

Slow Food orphelin de son visionnaire



Carlo Petrini.

Le cultivateur des consciences s'en est allé mais son combat insaisissable pour une alimentation saine lui survit.

AHMED ZOUBAÏR

Le 21 mai 2026, à Bra, dans le Piémont italien, s'est éteint Carlo Petrini à l'âge de 76 ans. Avec sa disparition, le monde perd bien plus qu'un militant de l'alimentation durable : il perd un visionnaire, un humaniste et l'un des penseurs les plus influents de son époque dans la défense des liens entre l'homme, la terre et la culture.

Fondateur en 1986 du mouvement Slow Food, de la rencontre internationale Terra Madre et de l'Université des Sciences gastronomiques de Pollenzo, Carlo Petrini a consacré sa vie à promouvoir une alimentation « bonne, propre et juste pour tous ». Grâce à son combat, il a donné naissance à un vaste réseau mondial réunissant agriculteurs, pêcheurs, artisans, cuisiniers, chercheurs, militants et jeunes générations autour d'une même conviction : l'alimentation est un acte culturel, social et politique capable de transformer

le monde. Une phrase qu'il affectionnait particulièrement résume à elle seule son parcours : « Qui sème l'utopie récolte la réalité. » Pour Petrini, les rêves n'avaient de sens que lorsqu'ils se traduisaient en actions collectives capables de produire un changement concret.

Convaincu que les grandes transformations naissent d'une vision partagée et d'une détermination sans faille, il a toujours su conjuguer idéal et pragmatisme. Sa force résidait dans sa capacité à fédérer. Animé par une profonde joie de vivre, une grande générosité et une foi inébranlable dans l'intelligence collective, il a tracé des voies nouvelles pour repenser notre rapport à l'alimentation et à la nature.

Son engagement s'est constamment nourri du dialogue avec les communautés locales et les jeunes générations, qu'il

considérait comme les véritables artisans du changement. Son énergie communicative, son sens de la fraternité et son engagement au service du bien commun continueront d'inspirer des millions de personnes à travers le monde.

Slow Food poursuit son chemin

Après trois jours de recueillement en hommage à son fondateur, le mouvement Slow Food a réaffirmé sa volonté de poursuivre l'œuvre de Carlo Petrini et de faire vivre son héritage.

Présente dans plus de 150 pays, l'organisation entend renforcer son action en faveur d'un système alimentaire plus équitable, plus respectueux de l'environnement et davantage ancré dans les réalités locales.

Dans un contexte mondial marqué par les crises climatiques, l'érosion de la biodiversité, les tensions géopolitiques et l'aggravation des inégalités, Slow Food rappelle que les solutions durables passent par le renforcement des communautés locales et la valorisation des savoir-faire traditionnels.

« Carlo nous a appris que l'engagement pouvait s'exprimer avec légèreté, courage, profondeur et confiance mutuelle », a déclaré Edward Mukiibi, président de Slow Food. « Nous sommes nombreux et, ensemble, nous avons la capacité de construire l'avenir. »

Terra Madre 2026, entre hommage et renaissance

La prochaine édition de Terra Madre Salone del Gusto, prévue du 24 au 27 septembre 2026 à Turin, constituera un moment historique pour le mouvement. Imaginée par Carlo Petrini comme un espace mondial de dialogue entre les peuples de la terre, cette rencontre rassemblera pour la première fois le réseau international qu'il a fondé sans sa présence physique.

Plus qu'un hommage, Terra Madre 2026 marquera une étape décisive dans l'évo-

lution du mouvement. Les représentants Slow Food venus du monde entier y définiront les priorités et les orientations stratégiques des années à venir.

Pour Edward Mukiibi, cette édition symbolise la continuité d'une vision qui demeure plus actuelle que jamais : celle d'une mondialisation enracinée dans les territoires, capable de créer des liens sans uniformiser les cultures alimentaires, de rapprocher les peuples sans effacer leur diversité et de valoriser les savoirs ancestraux plutôt que de les remplacer.

Les jardins d'Afrique, un héritage vivant

Parmi les réalisations les plus emblématiques léguées par Carlo Petrini figure le programme des Jardins Slow Food en Afrique. Lancé en 2011, ce projet constitue aujourd'hui l'une des réponses les plus concrètes aux défis alimentaires, environnementaux et éducatifs auxquels sont confrontées de nombreuses communautés africaines.

En quinze ans, 3 490 jardins scolaires et communautaires ont vu le jour dans 38 pays du continent, mobilisant plus d'un demi-million de personnes.

Les résultats témoignent de l'impact de cette initiative : en 2024, 97 % des familles participantes ont constaté une amélioration de leur accès à une alimentation fraîche et saine, tandis que 89 % ont vu leurs revenus ou leur situation économique progresser.

« Dans ces jardins, nous voyons une agriculture qui nourrit les populations, régénère les sols et renforce les communautés. C'est cette vision de l'avenir que nous voulons continuer à construire », souligne Mukiibi.

Un héritage transformé en responsabilité

Pour Slow Food, l'héritage de Carlo Petrini ne se limite pas à une œuvre accomplie. Il constitue désormais une responsabilité collective portée par des milliers de femmes et d'hommes engagés à travers le monde. « Nous ne regardons pas le passé avec nostalgie, mais l'avenir avec détermination », affirme Edward Mukiibi. « Ce que Carlo nous laisse n'est pas seulement un héritage ; c'est une mission que nous devons poursuivre ensemble, jour après jour, dans chaque communauté. »

Ainsi s'ouvre un nouveau chapitre pour Slow Food : fidèle à la vision de son fondateur, mais résolument tourné vers les défis du XXI^e siècle. Une manière de démontrer que les utopies semées par Carlo Petrini continuent, aujourd'hui encore, de porter leurs fruits. ▀

Aux origines de slow food...

Le mouvement Slow Food est né à Rome en mars 1986, en réaction à l'ouverture d'un fast-food à proximité de la mythique Place d'Espagne. Pour Carlo Petrini et les pionniers du mouvement, l'installation de cette enseigne mal digérée par Petrini et ses amis au cœur d'un site chargé d'histoire et de culture symbolisait l'avancée d'une mondialisation alimentaire uniformisante, menaçant les traditions gastronomiques locales. Face à ce qu'ils percevaient comme une banalisation du goût et une érosion des identités culinaires, ils décidèrent de se mobiliser. De cette contestation est née Slow Food, un mouvement appelé à devenir une référence mondiale dans la défense d'une alimentation bonne, propre et juste. ▀



Le MIGRATEUR



Gaza

UN AÏD DANS LE DEUIL ET SOUS LES BOMBES

Alors que les médiateurs égyptiens, qataris et américains tentent de relancer un processus de paix enlisé, les déclarations du Premier ministre israélien sur l'extension du contrôle militaire de Gaza alimentent les inquiétudes. Sur le terrain, les frappes sauvages se poursuivent sans relâche, endeuillant une population civile déjà épuisée par des mois de guerre génocidaire et de déplacements forcés.

JAMIL MANAR

« Nous tenons actuellement le Hamas à la gorge. Nous contrôlons désormais 60 % du territoire de Gaza et mon objectif est d'aller jusqu'à 70 % », a déclaré le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu le 28 mai lors d'une conférence diffusée par une chaîne de télévision israélienne.

Ces propos ont suscité l'inquiétude des médiateurs engagés dans les négociations, car ils semblent s'éloigner de l'esprit du plan de paix en vigueur depuis octobre 2025. Malgré de nombreuses violations signalées, cet accord avait permis une relative accalmie en réduisant sensiblement l'intensité des bombardements barbares sur l'enclave palestinienne. Selon plusieurs sources régionales, des initiatives diplomatiques sont en cours pour relancer la deuxième phase de l'accord, restée lettre morte depuis plusieurs mois. L'Égypte, en coordination avec le Qatar, la Turquie et les États-Unis, tente notamment de ramener les deux parties à la table des négociations. Parallèlement, le Conseil de la paix chargé de préparer une administration technocratique pour Gaza serait confronté à d'importantes difficultés financières, freinant son action.

Sur le terrain, les agressions militaires sionistes se poursuivent. Ces dernières semaines, de nouveaux ordres d'évacuation ont visé des quartiers jusqu'alors relativement épargnés, où de



Le carnage des Palestiniens continue...

nombreuses familles déplacées avaient trouvé refuge. Plusieurs secteurs ont ensuite été frappés, provoquant d'importantes destructions.

Le 26 mai, alors que les habitants de Gaza effectuaient leurs derniers achats avant l'Aïd al-Adha, un missile de l'armée d'occupation a touché un immeuble résidentiel du quartier d'Al-Rimal, dans la ville de Gaza. Au moins six personnes ont été tuées et une vingtaine blessées.

L'attaque visait Mohammed Odeh, responsable de la branche armée du Hamas, qui a trouvé la mort avec son épouse et ses deux enfants. Réalisée dans une zone densément peuplée, la frappe a

provoqué des scènes de chaos, largement relayées sur les réseaux sociaux, où l'on voit des habitants fouiller les décombres à la recherche de leurs proches.

Le lendemain, premier jour de l'Aïd, une autre frappe contre une habitation du centre de Gaza a coûté la vie à dix Palestiniens, dont cinq enfants, et fait une quinzaine de blessés. Parmi les victimes figurait notamment Ahmad Abu Halima, directeur des affaires étudiantes à l'Université de Gaza. Le 28 mai, une personne a été tuée et cinq autres blessées dans le quartier de Zeitoun, au sud-est de Gaza. Le 29 mai, trois Palestiniens ont péri dans une frappe visant la région

d'Al-Mawasi, près de Khan Younés. Le même jour, trois autres personnes ont été tuées dans le quartier d'Al-Tuffah, à l'est de Gaza-ville, tandis qu'une nouvelle attaque dans la rue Al-Wahda a fait un mort et plusieurs blessés.

Une semaine meurtrière

Le 30 mai, deux hommes ont été assassinés, dont le docteur Jamal Abu Aboun, chef du service d'anesthésie de l'hôpital Al-Yafa, touché lors d'une frappe près de l'hôpital des Martyrs d'Al-Aqsa à Deir Al-Balah. Le 31 mai, une attaque menée contre le port de pêche de Gaza-ville a fait un mort et plusieurs blessés parmi les civils présents sur les lieux.

Le 1er juin, un jeune homme circulant à vélo dans le camp de réfugiés de Bureij a été tué lors d'une frappe aérienne.

Enfin, le 2 juin, Ahmad Khaled Abu Maghseib, 32 ans, a été tué dans une attaque de drone visant un véhicule près de l'école Mazra'a à Deir Al-Balah. Quatre autres personnes ont été blessées. Le même jour, une autre frappe contre une tente de déplacés dans le camp d'Al-Mawasi a fait au moins une victime supplémentaire et plusieurs blessés.

Alors que les efforts diplomatiques se poursuivent, la situation humanitaire et sécuritaire dans la bande de Gaza continue de se détériorer, avec un bilan humain qui s'alourdit presque quotidiennement. Dans l'indifférence habituelle de la communauté internationale. ▀



Le MIGRATEUR



Moyen-Orient

Trump dans le piège perse

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Rachid Ouahbi,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine

CORRESPONDANT EN FRANCE

ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416

Après avoir promis de mettre l'Iran à genoux, Donald Trump en est réduit à quémander un accord qui tarde à venir. Entre négociations laborieuses, tensions persistantes dans le détroit d'Ormuz et réticence américaine à s'engager davantage sur le terrain, Téhéran donne le sentiment de dicter le tempo d'un bras de fer dont Washington espérait pourtant écrire seul le scénario.

AHMED ZOUBAÏR

Il y a peu, Donald Trump promettait à l'Iran l'« enfer », une reddition sans conditions, l'anéantissement de ses ambitions stratégiques et l'anéantissement tout court. Quelques mois plus tard, le même homme multiplie les déclarations optimistes : un accord « quasiment bouclé », « largement négocié » ou « imminent ». Problème : à chaque annonce triomphale de Washington, Téhéran répond que quelques détails restent encore à régler. Les discussions piétinent, les exigences iraniennes demeurent inchangées, et les sanctions américaines sont toujours en vigueur. Résultat : ce fameux accord ressemble de plus en plus à un mirage diplomatique. Le plus ironique est sans doute l'inversion du rapport de force narratif. Celui qui promettait la soumission de l'adver-



saire se retrouve aujourd'hui à justifier la nécessité de signer un compromis avec lui. Celui qui exigeait une capitulation se contente désormais de l'ouverture du détroit d'Ormuz et d'un cessez-le-feu prolongé. Quant à l'Iran, malgré les frappes subies, l'assassinat de ses dirigeants, la persistance de l'embargo et les pressions économiques, il continue d'utiliser son principal atout : sa capacité à perturber le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, véritable artère énergétique mondiale. Chaque tension sur cette route stratégique suffit à faire flamber les prix du pétrole et à rappeler que la géographie pèse parfois plus lourd que les discours. Au final, l'histoire retiendra peut-être cette étrange séquence où la première puissance mondiale, après avoir promis de remodeler le Moyen-

Orient à coups de bombardements et d'ultimatums, s'est retrouvée dépendante de la signature d'un accord que son adversaire ne semble pas pressé de conclure. En réalité, Washington se heurte à une réalité bien moins spectaculaire que les conférences de presse présidentielles : la guerre coûte très cher. Après des mois de frappes, d'interceptions de missiles et de déploiements massifs dans le Golfe, plusieurs rapports et experts américains tirent la sonnette d'alarme sur l'état des stocks de munitions stratégiques. Missiles Patriot, intercepteurs THAAD, Tomahawk et autres fleurons de l'arsenal américain ont été consommés à un rythme qui inquiète désormais le Pentagone. Certains spécialistes estiment qu'il faudra plusieurs années pour reconstituer certaines réserves.

La première puissance militaire mondiale découvre à son tour les limites de la guerre d'usure. Les États-Unis disposent certes encore d'une capacité de frappe colossale, mais chaque missile tiré vers l'Iran est un missile qui manquera ailleurs, notamment en Asie face à la Chine ou en Europe pour soutenir leurs alliés. Surtout, l'option qui permettrait classiquement de remporter définitivement une guerre – l'engagement massif de troupes au sol – est politiquement toxique. Après les traumatismes de l'Irak et de l'Afghanistan, l'opinion publique américaine ne veut plus entendre parler d'une nouvelle aventure militaire au Moyen-Orient. Les sondages font état d'une forte hostilité à l'idée d'une invasion terrestre de l'Iran, un pays de près de 90 millions d'habitants et dont la superficie dépasse trois fois celle de l'Irak. Bilan : Washington possède la puissance nécessaire pour frapper, détruire et sanctionner, mais beaucoup moins de marge pour imposer une victoire politique décisive. Téhéran l'a parfaitement compris. Et c'est peut-être là que réside aujourd'hui sa principale victoire : avoir transformé l'hyperpuissance américaine en négociateur pressé de conclure un accord, pendant que la République islamique, elle, continue de faire monter les enchères.

Au Moyen-Orient, le rapport de force ne se mesure pas seulement au nombre d'avions ou de missiles. Il se mesure aussi à la capacité d'endurer le temps qui passe. Et sur ce terrain, les dirigeants iraniens semblent convaincus que l'horloge travaille davantage pour eux que pour Donald Trump. ■

Edgar Morin

Le penseur de la complexité quitte un monde complexe

JAMIL MANAR

Edgar Morin s'est éteint vendredi 29 mai à 104 ans. On pourra dire ce qu'on veut, mais tenir jusqu'à cet âge tout en continuant à écrire et à embêter les simplistes, c'est déjà une forme de victoire sur l'absurdité du monde. Le philosophe français, théoricien de la « pensée complexe », résistant, humaniste et observateur infatigable, a finalement posé sa plume le 29 mai à Paris. Son œuvre monumentale ? Elle pèse moins par le nombre de pages que par sa capacité à rappeler aux gens que le réel, ça ne se range pas dans des petites cases. Une leçon que nos experts en tweet rageur n'ont toujours pas intégrée. Mais pour le Maroc, la nouvelle a un goût particulier. Parce que Morin, ce n'était pas juste un vieux monsieur sérieux avec des livres épais. C'était aussi un ami du Royaume, un quasi-Marocain d'adoption qui avait eu l'excellente idée de passer une partie de l'année à Marrakech. Dans un message de condoléances et de compassion adressé à la famille du défunt, le Roi Mohammed VI s'est dit attristé par la disparition d'Edgar Morin qui «nourrissait un attachement profond au Maroc où il noua des amitiés fidèles.» Aux côtés de son épouse marocaine, la sociologue



Edgar Morin était indépendant d'esprit comme personne.

Sabah Abouessalam, il avait trouvé dans la ville ocre un refuge pour l'écriture et l'amour. Leur rencontre au Maroc à la fin des années 2000 ? Une preuve que même les centenaires ont droit à un deuxième acte, et que l'amour n'a pas d'âge, même quand on a déjà dépassé tous les âges raisonnables. Morin voyait dans le Maroc un « carrefour de civilisations » – formule qui, avouons-le, est un peu le sésame de tout intellectuel francophone épris du pays. Mais chez lui, ce n'était pas une posture. Il y croyait vraiment, au point de délaïsser les salons

parisiens pour les terrasses marrakchies. Et il avait raison : on pense mieux quand on boit du thé à la menthe que quand on se fait klaxonner boulevard Saint-Germain. Le reste de sa vie est connu : né Edgar Nahoum en 1921, résistant, ex-communiste repent, critique du stalinisme, indépendant d'esprit comme personne. Son œuvre majeure, La Méthode, en six volumes, est une sorte de monument à la gloire du « c'est plus compliqué que ça ». Ceux qui ont essayé de le lire jusqu'au bout méritent une médaille. Les autres peuvent résumer : accepter les contradictions, les incertitudes, et arrêter de vouloir des réponses binaires à des questions tordues. Le Maroc, pour lui rendre hommage, l'avait distingué. Pas mal pour un Français qui avait commencé sa vie dans une famille juive séfarade originaire de Thessalonique – on est loin du cliché du penseur déraciné. Jusqu'au bout, il aura écrit, alerté sur l'écologie, les fractures sociales, les dérives identitaires. Son humanisme ? Un peu daté pour certains, mais terriblement nécessaire à une époque où l'on confond souvent la connerie avec l'opinion. Avec Morin disparaît un monument. Mais son œuvre reste. Et elle nous rappelle cette vérité aussi simple qu'agaçante : comprendre le monde, c'est accepter qu'il soit foutrement compliqué. La lucidité, ajoutait-il, n'exclut pas l'espérance. ■



Et BATATI ET BATATA



Mot Fléchés

Visqueuse Laverie	Charges Attachée	Célébrées Virevoltait	Rapide Légères brises	Champion Point cardinal
Inventifs Alarmes				Recommencent
			Unité Zig-zaguera	
Re-passées Oncle d'Amérique				Attachera
		Crustacé Changement		
Râlé Épié			Singes Et la suite	
			Articles Sentir	
Prénom	Animal	Livre sacré Ville française		
		Bavai Article contracté		
Paresseux A l'origine du lettrisme			Pronom personnel Dans sa langue	A la mode
			Appareil à vis	
Adverbe		Perçant		

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement :

- 1 : Expiatoire
- 2 : Qui peuvent être asservis
- 3 : Solutions - Assassinées
- 4 : Pondération
- 5 : Divinité antique - Commune de l'Ain - Tamis
- 6 : Aller en justice
- 7 : Absurde
- 8 : Ville d'Arménie - Te rendras
- 9 : Commune de Corse - Oiseau
- 10 : Couperais

Verticalement :

- 1 : Fines paitre
- 2 : Rivière française - En matière de - Ar
- 3 : Possèdes - Composa
- 4 : Démonstratif - Extraordinaire
- 5 : Article - Génitrices
- 6 : Emulsion aqueuse de végétaux - Pro
- 7 : Exagérations - Canal côtier
- 8 : Occlusion - Vagabonda
- 9 : Crieras - Prénom
- 10 : Crochets - Erodes

Mots Mêlés

G	M	K	E	E	I	N	I	S	S	O	R	I
E	R	A	S	I	N	I	N	A	G	A	P	D
N	R	I	H	I	D	R	E	V	V	L	N	L
E	N	U	E	U	E	E	D	E	M	N	N	A
V	T	N	A	G	B	N	L	A	T	N	N	V
O	E	I	H	F	U	G	D	M	Z	A	A	I
H	N	P	S	B	S	A	S	I	S	M	M	V
T	E	O	M	U	S	W	E	C	I	U	F	T
E	S	H	H	L	Y	L	L	U	L	H	F	R
E	S	C	A	L	E	D	N	A	H	C	O	A
B	A	O	R	N	D	Y	A	H	L	S	H	Z
B	M	E	B	N	I	R	E	P	U	O	C	O
T	E	Z	I	B	M	U	A	E	M	A	R	M

- BEETHOVEN
- GRIEG
- BULL
- COUPERIN
- HAYDN
- BACH
- HOFFMANN
- LISZT
- CIMA
- MASSENET
- LULLY
- LA LO
- PAGANINI
- RAVEL
- MAHU
- SCHUMANN
- VERDI
- KEE
- DEBUSSY
- ADAM
- ROSSINI
- VIVALDI
- BRAHMS
- CHOPIN
- HANDEL
- WAGNER
- MOZART
- RAMEAU
- BIZET
- FAURE



Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

4		2	1	3				7
5	7							4
	6	8						
		7		5				1
			7	2		5		6
6	5			9	4			8
		9				8		5
							2	9
		6			3			

A méditer

HONORÉ DE BALZAC
NAPOLÉON
DIXIIX MAXIMES ET PENSEES DE NAPOLÉON

« N'interrompez jamais un ennemi qui est en train de faire une erreur. »

Napoléon Bonaparte, Maximes et Pensées.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

3	2	8	1	9	4	7	5	6
7	4	1	5	6	3	9	8	2
9	6	5	7	8	2	4	3	1
6	5	9	8	2	7	3	1	4
1	8	3	9	4	6	5	2	7
2	7	4	3	5	1	8	6	9
5	9	6	4	1	8	2	7	3
8	1	7	2	3	9	6	4	5
4	3	2	6	7	5	1	9	8

Mots Mêlés

Mots mêlés « vêtements »
Solution : chemisier.

Mots fléchés

E	V	A	C	U	A	T	I	O	N
P	L	U	T	E	T	A	L	E	
I	L	C	O	U	S	R			
T	S	E	R	A	N	S	E	M	
E	R	O	S		B	E	N	I	
G	R	I	M	A	G	E	E	T	
O	B	I	T	O	R	T			
R	A	N	I	L	A	R	V	E	
T	I	S	E	R	E	B	A	N	
U	S	R	E	S	T	E	N	T	
E	G	E	E	E	E	S	T	E	

Mots croisés

1	B	O	N	A	S	S	E	R	I	E
2	A	D	A	M	I	R	O	N	S	
3	B	E	T	I	S	E	B	A	C	
4	O	S	A	I	S	L	E	H		
5	U	L	A	T	E	S	T	E		
6	V	U	R	U	E	S	T	E		
7	I	N	C	A	S	E	L	I	S	
8	S	A	R	S	A	R	A	B	E	
9	M	U	E	E	R	A	B	A	N	
10	E	S	S	E	N	T	I	E	L	S



Et BATATI ET BATATA



Bizarre

Bébé miracle

Curtis Means est né le 5 juillet 2020 aux États-Unis, avec 20 semaines d'avance. Il a obtenu le titre du bébé le plus prématuré au monde à avoir survécu. A 16 mois et son nom est déjà inscrit dans le Livre Guinness des records. Le petit miraculé est venu au monde après seulement 21 semaines de grossesse à l'hôpital universitaire de l'Université d'Alabama de Birmingham. Il a été certifié mercredi 10 novembre comme étant le bébé le plus prématuré au monde à avoir survécu. Le terme de la grossesse est normalement fixé à 41 semaines d'aménorrhée, c'est-à-dire 41 semaines après la date des dernières règles. Un bébé est considéré comme prématuré s'il naît avant la 36e semaine, grand prématuré s'il naît avant la 32e semaine et très grand prématuré s'il naît avant la 28e semaine. « La survie à cet âge gestationnel n'a jamais été observée auparavant », a déclaré le Dr Colm Travers dans un communiqué. Ses chances de survie étaient d'ailleurs inférieures à 1%. « Nous conseillons généralement des soins de compassion dans des situations d'accouchement extrêmement prématuré », a de son côté déclaré le Dr Brian Sims qui a procédé à l'accouchement. ●

Pas un coup d'épée dans l'eau

Un véritable trésor qui vaut de l'or ! Une épée d'un Croisé vieille de 900 ans découverte le samedi 16 octobre par un plongeur. Shlomi Katzin l'a repérée à Césarée, dans une crique naturelle de Méditerranée, près des côtes israéliennes en Méditerranée. L'arme pourrait dater de 900 ans et avoir appartenu à un chevalier de la confrérie des croisés, selon l'Autorité israélienne des antiquités (AIA). L'épée mesure un mètre de long avec une poignée de 30 centimètres entièrement couverte de coraux et de coquillages, mais « en parfait état », a annoncé l'AIA dans un communiqué. C'est « une rare et magnifique découverte qui selon toute évidence appartenait à un chevalier croisé », a indiqué dans ce communiqué un responsable de l'AIA, Nir Distelfeld. « C'est fascinant de voir un tel objet, qui nous ramène 900 ans dans le temps, à une autre époque avec des chevaliers, des armures et des épées. » ●

Vivait avec un ver le cerveau

Après une analyse, un homme de 38 ans s'est vu diagnostiquer une neurocysticercose, autrement dit, une infection du système nerveux central causée par les larves d'un ver solitaire. Victime d'une violente crise, l'homme s'est rendu au Massachusetts General Hospital de Boston (Etats-Unis), qui a signalé qu'il était en bonne santé. C'est après un scanner du cerveau que les médecins vont trouver trois lésions cérébrales ainsi que des kystes larvaires d'un ténia qui avait migré vers sa tête il y a 20 ans. On ne sait pas comment l'homme a terminé par héberger le parasite dans plusieurs parties de son cerveau. Les médecins ont néanmoins noté que le patient avait probablement mangé un repas préparé par quelqu'un qui avait un ténia. Les maladies liées aux parasites sont endémiques dans la région du Guatemala où l'homme avait vécu. Edward T. Ryan, directeur des maladies infectieuses mondiales au Massachusetts General Hospital, a confié au Washington Post que le cas de l'homme était « fascinant » car le ténia dans son cerveau était mort depuis longtemps, mais déclenchait toujours des crises. « L'infection avait disparu depuis longtemps, mais une partie de son cerveau était cicatrisée, et c'est cette zone cicatrisée qui menait aux crises », a confié le spécialiste. Le patient a été stabilisé avec des médicaments anti-épileptiques, les médecins l'ont traité avec deux médicaments antiparasitaires ainsi qu'un médicament anti-inflammatoire. Il est sorti de l'hôpital cinq jours plus tard. Une histoire à se cogner la tête contre les murs ! ●



Rigolard



***C'est toujours le même fermier** qui rapporte le plus de lait à la fromagerie.

Pourtant tout le monde sait dans le village que ce fermier ne possède que quelques vaches.

Alors comment fait-il ?

Intrigués, les autres fermiers décident d'aller lui poser la question :

- Mais comment fais-tu pour obtenir tant de lait avec si peu de vaches ? C'est quoi ton truc ?
- Oh ! C'est tout simple...

- Je le savais ! Tu utilises des produits spéciaux.

- Mais non... où vas-tu chercher ces idées. Des produits spéciaux pour les vaches, mais non !

- Alors comment ?

- Bien c'est simple, le matin quand je vais traire mes vaches, pour les motiver je leur pose toujours la même question : « Alors mes petites ! Ce matin qu'est-ce que vous me donnez ? Du lait ou du steak ? »

***Suite à une crise cardiaque un homme** subit une chirurgie à cœur ouvert.

Il se réveille après l'opération et se trouve soigné par des religieuses dans un hôpital catholique.

Comme il retrouve ses esprits, une religieuse lui demande comment il allait payer ses soins. Elle lui demande s'il a une assurance maladie.

Il répond d'une voix encore faible : « Pas d'assurance maladie. »

Elle lui demande : « Avez-vous de l'argent à la banque ? »

Il répond : « Pas d'argent à la banque. »

Elle poursuit : « Avez-vous un membre de votre famille qui peut vous aider ? »

Il dit : « Je n'ai qu'une sœur, vieille fille, qui est religieuse dans un couvent. »

La sœur se fâche et lui dit : « Les religieuses ne sont pas des vieilles filles, elles sont mariées à Dieu ! »

Et le patient lui répond : « Dans ce cas envoyez donc la facture à mon beau-frère. »

***Un touriste Français visite les États-Unis.**

Arrivé au Texas, il s'arrête dans un motel, et commande au restaurant une chef's salad et un hot-dog.

Le serveur lui amène un énorme saladier rempli à ras bord, en lui disant avec un grand sourire :

- Au Texas, monsieur, tout est géant...

A peine le malheureux a-t-il réussi à ingurgiter avec effarement un hot-dog composé d'une baguette de pain coupée en deux, à l'intérieur de laquelle il a une saucisse de près d'un mètre.

- Au Texas, lui redit le serveur, tout est géant...

A la fin du repas, le Français demande où sont les toilettes.

- Au fond du couloir, à droite, la troisième porte...

Il y va, se trompe de porte, et tombe dans la piscine. Alors il hurle :

- Ne tirez pas la chasse !

***Le patron d'un bar situé en face** d'un cimetière fait poser une pancarte à l'entrée de son établissement indiquant « On est bien mieux ici qu'en face ! » pour distraire ses clients.

Et en effet cela fait bien rigoler les habitués du troquet.

Le curé du village supplie le tenancier de retirer sa pancarte, mais en vain.

Quelques jours plus tard, on peut lire sur une pancarte à l'entrée du cimetière : « Les gens d'ici viennent d'en face »...

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444



A VENDRE

Local à vendre bien situé

Superficie
250 m²

77 BD Ghandi
Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

#انتخابات_2026

من 15 ماي إلى 13 يونيو

نتسجلوا في اللوائح الانتخابية
باش نضمنوا حقنا في التصويت بكل حرية



امسحوا الكود من أجل التسجيل
أو التأكد من تسجيلكم

مكاتب التسجيل مفتوحة كل أيام الأسبوع



www.listeselectorales.ma

يمكنكم التسجيل بسهولة عبر الموقع



التصويت حق شخصي وواجب وهنيئ

ⵜⴰⴳⵓⴷⴰⵜ ⵜⴰⴷⵓⴷⴰⵜ ⵜⴰⴳⵓⴷⴰⵜ ⵜⴰⴳⵓⴷⴰⵜ ⵜⴰⴳⵓⴷⴰⵜ